

# Nouveaux signes d'espoir : la résistance en Chine aujourd'hui

*Au Loong et Bai Ruixue\**

LE NOMBRE DE CAS DE RÉSISTANCE EN CHINE CONTINUE D'AUGMENTER. Des mouvements de contestation d'ampleur très contrastée sont extrêmement fréquents : de manifestations ouvrières de tailles et de natures différentes contre les non-versements de salaires, ou pour l'obtention de nouveaux droits, jusqu'à des manifestations dirigées contre les officiels corrompus ou relatives à des questions environnementales. Si ces manifestations sont rapidement stoppées par la répression, les luttes arrachent souvent des concessions du fait que le Parti-État s'attache à contenir l'agitation sociale et, selon diverses modalités, à préserver « l'harmonie sociale ».

Le fait que dans leur très grande majorité les mouvements de protestation sont spontanés, limités à une localité ou à une seule revendication, et du fait de la censure qui touche souvent l'information et les enquêtes sur ces mouvements, il est très difficile de se faire une idée d'ensemble satisfaisante des résistances en Chine. Néanmoins, certaines luttes récentes ont eu un écho important du fait de leurs caractéristiques nouvelles et elles méritent que l'on s'y arrête dès lors qu'elles représentent des avancées inédites et des ruptures avec le passé.

Depuis vingt ans et la répression qui s'est abattue sur le mouvement démocratique de 1989, une profonde démoralisation règne chez les travailleurs d'un secteur d'État en déclin, tandis que dans le secteur privé en pleine expansion, du fait de la faiblesse de leurs attentes, les travailleurs migrants venus des zones rurales sont dans l'ignorance de la plupart de leurs droits. Par conséquent, les luttes économiques des travailleurs dans les deux secteurs restent très dispersées et spontanées. Les exemples récents indiquent que les choses sont peut-être en train de changer, dès lors qu'on y détecte un intérêt plus affirmé pour la coordination des luttes et même une aspiration à la démocratie à la base. Si le Parti-État paraît toujours très fort au niveau provincial, on perçoit des signes qu'il doit composer avec ces aspirations populaires. À ce titre ces luttes donnent de bonnes raisons d'espoir.

Nous voudrions proposer ici une appréciation de quelques-unes de ces luttes les plus importantes sur les trois dernières années, tenter de faire comprendre leur signification dans le contexte chinois et les raisons pour lesquelles de telles

\* Au Loong et Bai Ruixue sont tous deux membres du comité de rédaction du *China Labor Net*.

INTERNATIONAL

formes de résistance pourraient jouer un rôle important pour les mobilisations à venir en Chine à plus large échelle.

## Les luttes du monde du travail

→ *La lutte contre la privatisation de l'entreprise sidérurgique Tonghua*<sup>1/</sup>

La lutte contre la privatisation de cette entreprise sidérurgique, dans la province de Jilin, dans le Nord-Est de la Chine, est le premier exemple de lutte que nous voudrions aborder. Elle s'est soldée, après le décès du patron de l'usine, par une victoire pour les travailleurs qui ont pu obtenir l'abandon des plans de rachat et de privatisation de l'aciérie. La mobilisation débuta lorsque les ouvriers découvrirent les projets de reprise et de contrôle de l'entreprise par Jianlong Steel.

D'emblée les ouvriers avaient de bonnes raisons d'être en colère contre ce projet. Jianlong avait déjà racheté 36 % de Tonghua en septembre 2005 et une vague de licenciements s'en était suivie. Ce à quoi il faut ajouter que Jianlong avait également pris temporairement le contrôle de l'entreprise en 2008, et avait alors présenté un mauvais bilan financier suite à la baisse des prix de l'acier. Craignant de nouvelles suppressions d'emplois dans une ville où l'aciérie est le principal employeur, les ouvriers lancèrent la mobilisation contre le projet de reprise qu'ils venaient de découvrir. Le 24 juillet, un travailleur qui avait déjà été licencié accrocha une banderole sur le principal bâtiment administratif de Tonghua, sur laquelle il était écrit : « Jianlong dégage de Tonghua. » Les ouvriers entamèrent une action de blocage de la voie ferrée pour interrompre les livraisons vers les hauts-fourneaux et contraindre l'entreprise à suspendre la production. Environ 30 000 employés ou ex-employés ainsi que leurs familles participèrent à cette mobilisation.

L'action prit fin le soir, après que la patron de l'usine Chen Guojin eut été battu à mort au cours du rassemblement. Jianlong retira son offre de rachat de l'aciérie dans les heures qui suivirent l'assassinat de Chen. Une bonne part de la colère ouvrière était dirigée contre celui-ci, qui avait rejoint Tonghua en 2006 peu de temps après le rachat d'une partie de l'entreprise par Jianlong. L'hostilité à son égard n'était pas seulement due au fait que l'on voyait en lui un représentant de Jianlong, mais aussi à ce qu'il était connu pour sa gestion disciplinaire brutale. En outre les ouvriers n'avaient pas manqué de remarquer que depuis l'arrivée de Chen l'inégalité et l'injustice en matière de revenus, au vu de l'écart entre leurs salaires et ceux des dirigeants, s'étaient nettement accrues. Selon un rapport, par exemple, tandis que Chen avait reçu trois millions de yuans en 2008, certains des retraités

de l'entreprise voyaient leur paye réduite à 200 yuans par mois (environ 20 euros).

Cette lutte réussit à stopper la privatisation de Tonghua par Jianlong.

<sup>1/</sup> Les passages consacrés à la lutte anti-privatisation de Tonghua et à la grève des travailleurs de Honda sont tirés de notre article « The Case for an Autonomous Labour Movement in China ».

L'année suivante, le groupe sidérurgique Shougang, entreprise géante propriété de l'État, acquit une part majoritaire de l'entreprise. S'il s'agit bien d'une victoire, reste à savoir combien de temps les salariés pourront garder leur emploi dès lors qu'après leur restructuration les sociétés d'État sont gérées comme des entités commerciales et pressées de réduire les coûts du travail.

La lutte de Tonghua est importante pour plusieurs raisons. D'abord, non seulement elle fournit un exemple supplémentaire de résistance du fait que les travailleurs chinois ne sont pas prêts à accepter passivement les privatisations, mais le fait qu'au cours de cette lutte un patron a perdu la vie témoigne de la colère et du désespoir grandissants de travailleurs dont les ressources et les moyens de survie sont en jeu, tandis que les dirigeants d'entreprises empochent les profits et s'attribuent des salaires de plus en plus élevés. Pendant la réforme des entreprises dans les années 1980, il n'était pas inhabituel de trouver dans la presse des informations quant à des travailleurs individuels ayant assassiné le patron qui les avait licenciés ou qui avait diminué leur salaire, sans toutefois qu'il s'agisse jamais d'action collective.

Les actions collectives (le plus souvent des manifestations, des *sit-in* devant les entrées d'usine) étaient modérées et très disciplinées par crainte de représailles. L'incident de Tonghua est le premier cas où un dirigeant d'entreprise est assassiné par un important groupe de travailleurs, eux-mêmes soutenus par la majorité de leurs collègues. Cette violence reçut également un large soutien de la part des internautes. Cette explosion de colère ouvrière terrifia les autorités locales qui furent contraintes à d'importantes concessions en faveur des employés de l'usine. Reste à savoir s'il s'agit d'un cas isolé ou d'un signe que la démoralisation induite par les événements de 1989 est aujourd'hui en recul. Mais les luttes à venir des travailleurs des entreprises d'État peuvent s'appuyer sur cet exemple et s'en inspirer.

Un deuxième exemple, à peu près contemporain de la lutte de Tonghua, est la lutte des travailleurs de l'entreprise sidérurgique Linzhou dans la ville de Puyang, qui se battaient également contre une privatisation. La victoire à Tonghua fut pour eux un encouragement considérable. Au moment le plus intense de la confrontation, les travailleurs séquestrèrent un officiel du gouvernement municipal pendant 90 heures et eux aussi finirent par obtenir gain de cause. L'industrie sidérurgique chinoise, qui est la plus importante au monde, est bien à l'image de ces industries où des nombreux travailleurs sont victimes de vastes plans de licenciements résultant des politiques du gouvernement central en faveur de la privatisation de ces entreprises et/ou de fusions visant à les rendre plus concurrentielles à l'échelle globale. Dans le secteur de l'industrie des métaux ferreux, au cours de la période 1996-2001, les effectifs passèrent de 3,37 millions à 2,04 millions de salariés, soit une chute de 40 % de la main-d'œuvre<sup>2/</sup>.

<sup>2/</sup> Jiang Xuan, *Woguo zhongchangqi shiye wenti yanjiu* (Recherche sur le chômage de moyenne et longue durée en Chine), China People's University Press, Beijing, 2004, p. 181.

La lutte de Tonghua montre que les salariés des entreprises d'État et des entreprises collectives, même s'ils

## INTERNATIONAL

ne représentent plus qu'un cinquième de la classe ouvrière nationale, sont encore porteurs d'une puissance formidable. En outre, c'est un fait que même si le poids tant des entreprises d'État que de leur main d'œuvre est aujourd'hui moindre, les plus grandes industries restent toujours ces entreprises d'État, y compris après restructuration, ce qui confère à ces travailleurs davantage de pouvoir que ce que leur seul nombre pourrait laisser imaginer.

Enfin, tant dans le cas de Tonghua que dans celui de Linzhou, toutes les institutions censément au service du monde du travail au sein de ces sites (syndicats, congrès représentatifs des ouvriers et des personnels, etc.) se montrèrent incapables de défendre les intérêts ouvriers, raison pour laquelle, sur ces deux sites, les initiatives furent menées indépendamment des syndicats officiels dont, par ailleurs, nombre de ces ouvriers sont membres. Un employé de Tonghua interviewé par le *China Daily* expliquait : « Je ne me souviens pas à quand remonte notre dernière réunion avec notre représentant syndical. Il est clair que le syndicat n'a pas fait grand-chose le jour où Chen a été assassiné<sup>3/</sup>. »

→ *La grève des travailleurs de Honda*

En mai 2010, le conflit social probablement le plus significatif dans l'histoire récente de la Chine commença lorsque les ouvriers des usines Honda de Foshan, dans la province de Canton, lancèrent la mobilisation pour des hausses de salaires et, plus important encore peut-être, la réorganisation de leur syndicat local, déclenchant au cours de ce même été 2010 une vague de grèves chez les ouvriers des entreprises automobiles étrangères. À la différence de l'épisode de Tonghua, ces travailleurs n'entrèrent pas en action en réponse à une attaque imminente faisant courir le risque de pertes d'emplois liées à une privatisation, mais étant déjà dans une entreprise privée, leur passage à l'action visait l'amélioration directe de leur situation.

La grève, qui commença le 17 mai avec environ une centaine d'ouvriers décidant d'arrêter le travail, fut ensuite suivie de deux autres, le 21 mai. Honda engagea des repréailles en renvoyant deux dirigeants ouvriers. Le lendemain, la grève s'étendit alors à l'ensemble de l'usine mettant la production totalement à l'arrêt. La grève dura plus de deux semaines et ne s'acheva qu'avec la proposition, pour les travailleurs régulièrement embauchés, d'une augmentation de salaire de 35 % et, pour les travailleurs en période d'essai, d'une augmentation de plus de 70 %. Jusque-là les ouvriers de Honda étaient payés nettement en-dessous des salaires couramment pratiqués dans l'industrie. Honda n'avait, en outre, pas perdu de temps pour exploiter ses employés stagiaires, qui eux n'étaient pas protégés par le droit du travail chinois et qui étaient donc payés très en-dessous du salaire minimum.

En dépit des différences de situation, là encore, comme dans l'épisode de Tonghua, l'ACFTU (Fédération nationale des syndicats chinois) présente sur

<sup>3/</sup> Cité dans « China debates the lessons of Tonghua tragedy », *China Labour Bulletin*, [www.clb.org.hk/en](http://www.clb.org.hk/en).

le site Honda ne fit rien pour défendre les intérêts des salariés. Il apparut même au cours de la grève que la

branche locale du syndicat défendait des intérêts complètement déconnectés de ceux des travailleurs. Le 31 mai, des grévistes rapportèrent qu'ils avaient été physiquement agressés par des individus portant des badges syndicaux.

Malgré la lettre d'excuses qui leur fut adressée, le syndicat continua de se montrer plus prompt à les encourager à reprendre au plus vite le travail qu'à œuvrer à une issue favorable pour les ouvriers en lutte. Au niveau de l'entreprise, les ouvriers de Honda comprirent qu'ils ne pouvaient compter sur le soutien de leur syndicat et firent de la réorganisation de la branche locale du syndicat une revendication centrale de la grève.

Dans une lettre ouverte de représentants des salariés, ils dénoncèrent la branche du syndicat, déclarant : « Nous sommes scandalisés par la récupération des fruits des luttes ouvrières par le syndicat. Nous exigeons que la branche syndicale de l'usine soit élue par les ouvriers de la production<sup>4/</sup>. »

Les travailleurs ne parvinrent finalement pas à imposer cette revendication dans leur négociation avec la direction. Bien que la branche locale du syndicat eut annoncé une élection du syndicat sur le site pour la fin août 2010, on s'aperçut qu'il n'était guère question que d'une élection partielle dans laquelle seule une partie de la direction syndicale locale devait être renouvelée, et le principal dirigeant, pourtant au centre d'une hostilité généralisée de la part des grévistes, garda son siège.

Selon une étude du *Globalisation Monitor* d'avril 2012, les élections d'août 2010, puis de novembre 2011, organisées par le syndicat local, se déroulèrent selon des procédures d'une complexité délibérée (à elle seule l'élection des représentants syndicaux dut se faire en quatre étapes) pour permettre aux membres de la direction de l'entreprise de se faire élire membres de la direction syndicale et afin de recaler les dirigeants de la grève de 2010. On rapporta cependant un développement positif lorsque le syndicat local fut en mesure de négocier des hausses des salaires supplémentaires en mars 2011 suite à une phase de négociation collective avec la direction de l'entreprise.

Le fait que nombre de travailleurs étaient particulièrement jeunes (plus de 50 % de ceux qui ont pris part à la première grève à Foshan étaient des élèves du secondaire en stage) est en lui-même significatif ; la grève est à l'image des initiatives d'une nouvelle génération de travailleurs chinois sur laquelle ne pèse pas le souvenir de la défaite du mouvement pour la démocratie de 1989 (du fait de la censure, la plupart d'entre eux ignorent probablement tout de cet épisode) et qui sont aujourd'hui prêts à se battre pour l'amélioration des conditions sur leur lieu de travail.

Si les travailleurs des entreprises d'État n'étaient en général pas préparés à appeler à une nouvelle élection des syndicats sur le lieu de travail, de peur de se voir accuser d'« essayer de se débarrasser de la direction du parti », ces jeunes travailleurs du secteur privé, qu'ils soient chefs de famille en milieu rural ou qu'ils viennent de petites villes, osèrent briser le tabou en appelant à une réélection sur le lieu de travail.

<sup>4/</sup> Lettre ouverte au public et à tous les travailleurs de Honda Auto Parts Manufacturing Co., Ltd., 3 juin 2010.

Par ailleurs, les travailleurs de Honda ont montré qu'ils étaient capa-

## INTERNATIONAL

bles d'une vision beaucoup plus large que leurs parents. Au moment le plus fort de la lutte, ils firent clairement savoir que l'action qu'ils menaient était dans l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière chinoise. Pour citer les grévistes : « Notre lutte pour la défense de nos droits, nous ne la menons pas que pour nous-mêmes, les 1 800 ouvriers de Honda. Nous voulons poser la question des droits de tous les travailleurs du pays. Nous voulons donner l'exemple de travailleurs luttant pour leurs droits<sup>5/</sup>. »

Nous ne pouvons pas dire de manière certaine combien de travailleurs partagent ce genre de vision, mais une chose est sûre, ils sont très différents de leurs parents qui auraient pu dire « *ershi ding chushan, sishi ding shoushan* » (« à vingt ans, travail en ville, à quarante, retour au village »). Au contraire, cette jeune génération de travailleurs ruraux migrants porte en général le souhait profond de s'établir en ville, elle est plus susceptible de se considérer comme faisant davantage partie des travailleurs urbains que des *nongmingong*. À vrai dire, ils n'ont guère l'intention de mener des vies de paysans. Ceux d'entre eux qui ont accès à l'enseignement secondaire ou professionnel montreront plus de recul que leurs parents.

Même si l'épisode de Honda est un cas particulier, il restera néanmoins, avec les événements de Tonghua, un point de référence important pour le développement des résistances chez les jeunes travailleurs migrants issus du monde rural. Il est difficile de dire aujourd'hui ce qu'ils pourront accomplir, mais ces jeunes travailleurs pourraient nous surprendre de bien des manières dans un avenir proche.

### → La lutte des travailleurs de Pepsi

Autre exemple significatif de mouvements de contestation ouvrière, celui venu des milliers de travailleurs des usines d'embouteillage Pepsi, le 14 avril 2011, contre les accords entre PepsiCo.Inc et le groupe taiwanais Tingyi Holding (également connu sous le nom de « Master Kong »). Avec cet accord, PepsiCo renonçait à ses opérations d'embouteillage en Chine et transférait ses participations vers le groupe de boissons Tingyi-Asahi (TAB), lui-même issu d'une *joint-venture* entre Tingyi et l'entreprise japonaise Asahi Group Holdings, Ltd., en échange d'une entrée dans cette *joint-venture*.

Pour les ouvriers, cela voulait dire que leur contrat existant avec PepsiCo était terminé et qu'ils seraient contraints d'en renégocier un nouveau avec TAB. En entendant la nouvelle, les travailleurs, qui disaient n'avoir jamais été informés de l'accord entre les deux entreprises, refusèrent d'embaucher<sup>6/</sup> et

<sup>5/</sup> *Nanhai bentian gongren daibiao fachu gongkaixin* (Lettre ouverte des représentants des travailleurs de Honda Nanhai Workers), 3 juin 2010, [www.sina.com.cn](http://www.sina.com.cn).

<sup>6/</sup> Il fut rapporté que les ouvriers ne disaient pas être en grève mais simplement qu'ils protestaient pour exiger leurs droits.

manifestèrent pour exiger soit l'interruption de ce rachat, soit, dans le cas où les contrats devraient prendre fin, le droit à un dédommagement de la part de PepsiCo pour rupture du contrat initial.

Ces manifestations ouvrières sont importantes parce qu'à la différence de la plupart des luttes ouvrières en Chine, les travailleurs ont opté de manière inédite pour la coordination de leur mouvement. Des actions eurent lieu sur d'autres sites d'embouteillage dans plus de cinq autres villes au même moment, notamment à Chongqing, Chengdu, Fuzhou, Changsha et Nanchang. En outre, suite à la mobilisation, une campagne internet fut organisée pour tenter de rallier les travailleurs de toutes les usines d'embouteillage à travers l'ensemble de la Chine.

Le 30 novembre, Pepsi annonça alors diverses mesures de compensation pour les travailleurs qui pouvaient choisir entre rester une année supplémentaire et recevoir un salaire de rattrapage plus élevé, un rattrapage immédiat mais moins élevé, ou le maintien en l'état de leur contrat de travail existant.



Néanmoins, divers articles sur des blogs d'employés, certes rapidement supprimés, montrèrent une insatisfaction persistante chez un certain nombre d'employés. Le 1<sup>er</sup> décembre, par exemple, le micro-blog d'un ouvrier de Pepsi de la ville de Lanzhou affirmait que les ouvriers étaient en désaccord avec les termes proposés par leur employeur et continuaient d'exiger que ce dernier réponde aux reven-

dications de leur groupe de travail. En cas de non réponse dans des délais satisfaisants de la part de la direction, les ouvriers menaçaient d'entreprendre toute action dans les limites de la loi pour exprimer leurs griefs.

L'alliance entre PepsiCo et Tingyi reçut finalement l'approbation du ministère chinois du commerce fin mars 2012. On signale que les ouvriers restent insatisfaits des mesures de compensation proposées. Reste à savoir si de nouvelles mobilisations verront le jour.

### **Les manifestations de Wukan**

L'an passé l'exemple le plus remarquable de résistance fut probablement la lutte des habitants de Wukan de la province de Canton, village de pêcheurs d'environ 13 000 habitants. Cette lutte vit le Parti communiste au pouvoir perdre entièrement le contrôle du village au profit des villageois qui réussirent à lancer pour la première fois l'organisation de nouvelles élections indépendantes de leur comité de village.

Les événements de Wukan débutèrent avec l'initiative prise par les villageois pour s'opposer aux réquisitions illégales de terrains par des officiels corrompus. « L'accaparement des terres » est un problème fréquent en Chine et ailleurs,

## INTERNATIONAL

il a été officiellement reconnu que plus de 43 % des paysans chinois en ont été victimes et que les gouvernements locaux en ont tiré des profits massifs<sup>7/</sup>. Néanmoins, les mouvements de contestation contre cette corruption sont extrêmement fréquents et représentent un enjeu de plus en plus significatif pour les dirigeants chinois soucieux du maintien de la paix sociale. Celle-ci les contraint aujourd'hui à déclarer, ne serait-ce que de manière purement rhétorique, qu'il est nécessaire de protéger les droits des paysans.

À Wukan, selon les villageois, le problème de la confiscation de leur terres et leur vente à des promoteurs immobiliers durait depuis le milieu des années 1990. Voilà quelques années seulement qu'un groupe de villageois a commencé à attaquer sur le terrain juridique les appropriations abusives des terres du village par des officiels corrompus. En septembre 2011, les villageois décidèrent que la situation ne pouvait plus durer et descendirent dans la rue. Bientôt suivirent des manifestations de masse, la mise à sac des bâtiments du gouvernement local et l'expulsion du secrétaire du Parti.

Dans le cas présent, la police anti-émeute reçut l'ordre d'attaquer les villageois qui furent repoussés. Même si peu de temps après, le gouvernement local demanda aux habitants de désigner treize représentants qui participeraient à une médiation. Dès que la colère retomba, le gouvernement tenta de reprendre le contrôle du village et début décembre les représentants furent arrêtés dans un restaurant de Wukan, interrogés et jetés en prison. Deux jours plus tard, quand la police fit réapparition dans le village, elle se trouva face à des rassemblements de masse plus importants encore. Et malgré les tentatives de reprise en main à l'aide de gaz lacrymogène et de canon à eau, la police fut repoussée hors du village, au-delà d'un barrage routier situé à quelques kilomètres de là, d'où elle essaya d'empêcher les arrivages de nourriture et d'eau dans le village toujours mobilisé. Lorsqu'on apprit que Xue Jinbo, qui était l'un des membres de la délégation du village, était mort en détention, la colère ne fit qu'accroître la détermination des manifestants.

Les manifestations de Wukan furent importantes pour plusieurs raisons. Finalement, et en dépit de la brutalité de la répression initiale et de la mort atroce de Xue Jinbo, les manifestations ne furent pas réprimées aussi durement que par le passé et parvinrent à obtenir la libération des détenus, l'engagement que les revendications seraient entendues et, en outre, chose inédite depuis des décennies, la reconnaissance officielle par les gouvernements de la municipalité et de la province d'un comité provisoire constitué par les villageois<sup>8/</sup>.

Les villageois furent alors en mesure de préparer les élections d'un nouveau comité de village dans lequel il leur était possible d'exercer une participation

active. Cela montre que la lutte venue de la base est en capacité de faire bouger l'interdiction qu'impose le Parti de toute forme d'organisation autonome.

En février 2012, pour la première fois, d'authentiques élections furent

<sup>7/</sup> « Nearly half China farmers suffer land grabs », AFP, 7 février 2012.

<sup>8/</sup> Il faut aussi noter, chose rare, que les délégués ouvriers de Honda de Foshan ont obtenu une reconnaissance officielle en tant que représentants élus de la base dans leur négociation avec la direction.



organisées à Wukan, afin de désigner un comité électoral de onze membres qui aurait la charge d'organiser l'élection du nouveau comité de village le mois suivant. Les anciens officiels qui avaient participé à la vente illégale des terrains avaient déjà été évincés. Beaucoup fut fait pour s'assurer que ces élections seraient ouvertes et démocratiques. Avant qu'elles ne se tiennent, on procéda à un recensement de la population du village afin de garantir la transparence et, selon l'agence Xinhua, le taux de participation fut de 70 %.

En outre, tous les candidats au comité électoral furent requis de déclarer publiquement qu'ils ne se présenteraient pas à l'élection du comité de village, et il leur fut demandé de réunir 50 signatures d'habitants du village afin de s'assurer qu'ils disposaient d'un soutien minimal. On rapporta que de nombreux villageois qui participaient à une élection pour la première fois étaient très enthousiastes<sup>9/</sup>.

L'élection du comité électoral de février fut donc suivie de l'élection du nouveau comité de village en mars. L'un des délégués fit part de son espoir que cette élection inspirerait le reste du pays et que tous les niveaux gouvernementaux, des villages jusqu'au gouvernement central, pourraient à l'avenir être démocratiquement élus<sup>10/</sup>.

Le fait que les villageois ont gagné le droit d'organiser ces élections représente certes un pas en avant remarquable et inédit pour les habitants de Wukan. Sur le net, les comparaisons qui ont été faites entre l'élection de Wukan et celle du chef du gouvernement de Hong Kong ont montré que Wukan est aujourd'hui plus démocratique que Hong Kong, ce qui est à l'image à la fois de ce que les villageois ont réussi à accomplir et du manque de démocratie à Hong Kong.

Cependant, ce que cette nouvelle démocratie voudra effectivement dire pour les habitants de Wukan reste à démontrer. D'ailleurs, le problème des confiscations de terrains, initialement soulevé par les villageois et qui fut à l'origine des manifestations, n'a toujours pas été résolu et l'on peut douter qu'il le soit réellement un jour.

Il vaut également la peine d'observer qu'en dépit de la dénonciation de la corruption des officiels par les manifestants, ces manifestations n'étaient pas dirigées contre le Parti communiste. Pendant toute la durée de cet épisode, nombre de banderoles et de déclarations exprimèrent un soutien en faveur du Parti, chose commune à toutes sortes de mouvements de contestation en Chine et qui reflète cette idée selon laquelle ce n'est pas au gouvernement central mais aux officiels corrompus locaux qu'il faut s'en prendre. Et d'ailleurs, parmi les dirigeants de la contestation figuraient des membres du PC, l'un d'entre eux, Lin Zuluan, a depuis été promu au poste de secrétaire du Parti de

Wukan. La confiance que lui accordent les habitants s'est confirmée lorsqu'il a ensuite été élu par les villageois à la tête du comité de village

<sup>9/</sup> « Guangdong Wukan cunmin yiren yi piao tuixuan cunmin xuanju weiyuanhui », Xinhua Canton, 2 février 2012.

<sup>10/</sup> Ming Pao, 18 décembre 2011.

## INTERNATIONAL

lors de l'élection de mars, ce qui signifie qu'il est aujourd'hui à la fois secrétaire du Parti et chef du comité de village.

Le mouvement de Wukan tire aussi son importance du fait de sa capacité à servir d'exemple pour d'autres luttes en Chine. L'une des questions qui a souvent émergé dans les discussions sur les implications de l'épisode de Wukan est de savoir jusqu'où cet événement, ou le modèle bien plus démocratique apparu à l'issue des manifestations, peut être réédité ailleurs en Chine. Cela dit, l'idée d'un « modèle de Wukan » est simpliste, voire trompeuse.

Les événements de Wukan peuvent se comprendre comme une victoire obtenue grâce à une résistance déterminée et à une échelle large venue de la base, mais une victoire également due à des conditions spécifiques, à savoir que l'un des dirigeants du mouvement était un membre du PC, populaire et habile, et qu'il disposait du soutien de tout un réseau de jeunes villageois qui firent tout leur possible, notamment via internet, pour contourner la censure de l'information. Il y a probablement un facteur supplémentaire qui tient au fait que le gouvernement de la province de Canton a depuis quelques années été perçu comme un peu plus tolérant à l'égard des luttes économiques, et celui-ci a pris conscience que ces luttes ne constituent pas nécessairement une menace pour le Parti-État.

Cela dit, si de telles réformes devaient de manière descendante être mises en œuvre ailleurs, elles ne s'appliqueraient très certainement qu'à une échelle limitée, et resteraient réversibles à tout moment, par exemple si les candidats



qui n'auraient pas l'aval du Parti, ou qui seraient perçus comme représentant une menace, devaient être élus. Ce n'est que dans des luttes plus générales, en capacité de poser des enjeux situés au-delà des problèmes immédiats, qu'un modèle plus authentiquement transparent et démocratique pourrait voir le jour en Chine.

### Les luttes environnementales

Les questions environnementales sont elles aussi des motifs majeurs de luttes en Chine. Malgré les déclarations du gouvernement sur les objectifs de réduction de la pollution et de création d'un environnement plus propre, ces déclarations ne signifient pas grand-chose ou ne pèsent pas lourd lorsqu'elles entrent en contradiction avec l'objectif d'attirer l'investissement.

Néanmoins, dès lors qu'ils font courir des menaces d'instabilité sociale, les mouvements pour l'environnement sont parvenus à remporter quelques succès.

#### → *Dalian*

Un récent exemple de lutte environnementale dont il a beaucoup été question vient de la mobilisation de la ville de Dalian, dans la province de Liaoning, au nord-est de la Chine, au mois d'août 2011. Les manifestations de Dalian ont amené les autorités à ordonner la fermeture immédiate d'un site pétrochimique et à prendre l'engagement de le délocaliser.

À l'origine du mouvement, il y eut cette inquiétude des habitants de Dalian qui craignaient une contamination au paraxylène (PX), un produit chimique toxique, venant du site chimique de Fujia suite à une violente tempête occasionnant des vagues qui enfoncèrent le mur d'enceinte du site.

En dépit des propos rassurants des autorités quant à l'absence de contamination, des milliers d'habitants en colère se rassemblèrent dans les rues pour dénoncer les risques de contamination et les dangers auxquels les exposait le site chimique.

Nombre d'entre eux affirmèrent qu'il y avait bel et bien eu des fuites de toxines en provenance du site, ils scandèrent des slogans exigeant que le « PX dégage de Dalian » répétant « non au PX ».

On rapporta en outre que des journalistes chinois qui avaient tenté d'enquêter sur le site avaient été battus par les services de sécurité<sup>11/</sup>. Comme souvent, les autorités furent soucieuses de limiter l'ampleur de l'agitation sociale et dès le début des manifestations, le maire de Dalian, Li Wancai, essaya de tranquilliser les manifestants en proposant une délocalisation du site.

Mais de nombreux manifestants conditionnèrent l'arrêt des manifestations à l'établissement d'un échéancier clair. Et de fait, l'un des problèmes soulevés par cette mobilisation fut le

<sup>11/</sup> « Tens of thousands protests against chemical plant in Northern China », *Guardian*, 14 août 2011.

## INTERNATIONAL

manque de confiance des habitants à l'égard des autorités. Comme le déclara un manifestant, « même en cas de contamination, le gouvernement limiterait l'information »<sup>12/</sup>.

Ce n'était pas la première mobilisation qui parvenait à mettre un terme à un projet industriel utilisant le PX. Suite aux manifestations de Xiamen de 2007, par exemple, les autorités y furent contraintes d'interrompre un projet comparable et de le relocaliser hors du périmètre de juridiction de la municipalité.

Bien que la mobilisation de Dalian se soit terminée par un semblant de victoire du mouvement avec la fermeture du site et la promesse faite par les autorités de le relocaliser sur l'île de Xizhong, on suggère que l'usine de Dalian pourrait avoir repris son activité, mais la plupart des informations relatives au redémarrage du site chimique ont été retirées des pages internet en Chine continentale<sup>13/</sup>. Si le site devait être bel et bien réouvert, on comprendrait alors combien la parole des autorités est sans valeur et à quel point il leur est facile de revenir à tout moment sur leurs promesses.

→ *Haimen*

En décembre 2011, des milliers de villageois manifestèrent quatre jours durant à Haimen (ville de la province de Canton à proximité de la ville côtière de Wukan) en bloquant la route qui entoure les bâtiments du gouvernement, afin d'exprimer leur opposition à l'extension prévue d'une centrale électrique au charbon propriété de la compagnie Huaneng Energie, gérée par l'État.

Ce mouvement de protestation résultait d'une inquiétude quant aux niveaux élevés de pollution occasionnés par les installations existantes et qui, selon eux, causaient déjà des problèmes de santé, notamment une augmentation des cas de cancers.

À Haimen, la police anti-émeute, après avoir tiré des grenades lacrymogènes sur la foule, reçut l'ordre de briser la manifestation, causant un certain nombre de blessés et deux morts. L'incident mena également à l'arrestation de plusieurs personnes sous le prétexte d'actes de vandalisme.

Craignant que ces manifestations prennent de l'ampleur, avec le risque d'une extension à la ville de Wukan, on s'efforça de dissuader les manifestants par tous les moyens. Les élèves, par exemple, furent empêchés de quitter leur lycée jusqu'en fin de journée afin qu'ils ne puissent rejoindre les manifestations<sup>14/</sup>.

Au même moment, les chaînes de télévision locales diffusaient des spots dans lesquels des experts expliquaient que toute personne tentée de rejoindre

<sup>12/</sup> *Ibid.*

<sup>13/</sup> « Dalian Plant Re-opens after protests dissipate », *rightsites.asia*, 16 janvier 2012.

<sup>14/</sup> Les officiels chinois nient qu'il y ait eu deux

morts au cours des manifestations de Haimen (Reuter, 21 décembre 2011).

<sup>15/</sup> « Police fire tear gas at protesters in Chinese city », *New York Times*, 23 décembre 2011.

les manifestations s'exposait à des peines pouvant aller jusqu'à cinq années d'emprisonnement<sup>15/</sup>.

Les enquêtes montrèrent qu'un grand nombre d'habitants de Haimen avaient suivi la situation à Wukan et s'en inspiraient. Le fait que ces deux événements eurent lieu au même moment a certainement contribué à accroître la pression sur le gouvernement de la province et fut probablement à l'origine, pour une part au moins, de la décision prise en urgence de suspendre le projet lié à la centrale électrique, une fois constaté l'échec des tentatives de dissuader les manifestants.

Les autorités étaient sans aucun doute soucieuses de ne pas voir les événements de Haimen tourner en une répétition de ceux de Wukan, en prenant des proportions de plus en plus massives. La mobilisation amena alors le gouvernement de la municipalité de Shantou, dont dépend Haimen, à annoncer la suspension temporaire du projet et la libération des manifestants arrêtés. Cependant aucun engagement n'a été pris de mettre définitivement fin au projet.

## Conclusion

Comme le montrent ces différents exemples, la résistance en Chine est en mesure d'aboutir à des changements positifs limités. L'enjeu est de taille non seulement du point de vue des avancées liées à la victoire immédiate, qu'il s'agisse de l'arrêt d'une privatisation, de l'amélioration des conditions de travail ou de la limitation de la détérioration de l'environnement, mais plus encore en ce que ces victoires peuvent devenir sources d'inspiration pour des mouvements à venir et peuvent accroître leur potentiel de succès, comme dans le cas des luttes des sidérurgistes de Tonghua, des ouvriers de Honda ou des villageois de Wukan et l'influence qu'ils eurent sur d'autres luttes similaires au même moment.

Les formes prises par la résistance reflètent également la manière dont la nouvelle génération prend de plus en plus confiance en elle-même. Bien que de moindre envergure, la tentative des ouvriers de Pepsi de coordonner leur action est d'un intérêt particulier de ce point de vue. Même si ce genre de coordination a déjà été envisagé dans le passé, la seule crainte des conséquences gardait son effet dissuasif. Le fait que les jeunes ouvriers de Honda n'hésitèrent pas à affirmer que leurs intérêts étaient aussi ceux de l'ensemble de la classe ouvrière chinoise montre encore une fois des signes qu'une nouvelle génération, libre du souvenir de la terrible défaite de 1989, est en mesure de se projeter au-delà de ses préoccupations immédiates pour s'identifier à des enjeux plus larges. Ces signaux restent encore modestes mais nous donnent de très bonnes raisons de garder espoir.

*Traduit de l'anglais par Thierry Labica*